

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
25-26, rue des Ailes
ZA n° 2 des Ailes
37210 PARCAY-MESLAY
Tél : 02 47 46 47 00
Mél : uid37-41.dreal-centre@developpement-durable.gouv.fr

Parçay-Meslay, le 07/03/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/03/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CYCLIA

zone industrielle les Perchées

37320 TRUYES

Références : LSAEX – 2022/262

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/03/2022 dans l'établissement CYCLIA implanté zone industrielle les Perchées 37320 TRUYES . L'inspection a été annoncée le 28/02/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CYCLIA
- zone industrielle les Perchées 37320 TRUYES
- Code AIOT dans GUN : 0010008416
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

L'entreprise emploie 11 salariés permanents.

La S.A.R.L. CYCLIA réceptionne, trie et broie des déchets plastiques (en polypropylène, en polyéthylène, en PVC...).

Afin de réceptionner et de recycler des déchets en mélange, les moyens de production ont été complétés par la mise en place de moyens de tri densimétrique et de tri optique, que l'exploitant a transféré dans un bâtiment de 1200 m2, placé perpendiculairement au bâtiment initial.

Les équipements sont intégrés dans :

- 1 ligne comprenant :
 - des opérations de tri manuel puis de déchiquetage (1 déchiqueteuse),
 - des opérations de tri optique,
 - des opérations de broyage en bout de ligne (2 broyeurs) ;
- 1 ligne comprenant :
 - une installation de lavage, de flottation et de séchage,
 - des opérations de tri manuel puis de déchiquetage,
 - un dernier process de lavage, de flottation et de séchage.

L'établissement relève du régime de l'autorisation au titre de la rubrique de la nomenclature des ICPE suivante :

2791-1 – Installation de traitement de déchets non dangereux – La quantité de déchets non dangereux traités est de 31t/j ;

L'établissement relève du régime de l'enregistrement au titre des rubriques de la nomenclature des ICPE suivantes :

2714-1 – Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation est de 8390 m³.

2662-2 – stockage de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques). Stockage de des matières recyclées (après broyage) pour un volume susceptible d'être présent de 2720 m³.

L'exploitant a déclaré qu'aucun incident n'était survenu dans l'entreprise depuis sa création.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Gestion des suites de la visite précédente
- Garanties financières

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Contrôles des rejets aqueux de l'installation (NC1) et (NC2)	Arrêté Préfectoral du 29/01/2019, article 4.3.10	(NC1) et (NC2) visite du 29/10/2019	Sans objet
Action corrective mise en place sur les installations électriques (NC3)	Arrêté Préfectoral du 29/01/2019, article 7.3.2	(NC3) visite du 29/10/2019	Sans objet
Plan des réseaux (D1)	Arrêté Préfectoral du 29/01/2019, article 4.2.2	(D1) visite du 29/10/2019	Sans objet
Aire d'aspiration de la réserve incendie (D4)	Arrêté Préfectoral du 29/01/2019, article 7.7.3	(D4) visite du 29/10/2019	Sans objet
Quantités de déchets dangereux (D5 bis)	Arrêté Préfectoral du 29/01/2019, article 7.2.1	(D5 bis) visite du 29/10/2019	Sans objet
GEREP (R1)	Arrêté Préfectoral du 29/01/2019, article 9.4.1	(R1) visite du 29/10/2019	Sans objet
Calcul des garanties financières	Arrêté Ministériel du 31/05/2012, article 1	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Procédure d'information des transferts des déchets à l'étranger (NC4 et D8)	Arrêté Préfectoral du 29/01/2019, article 5.1.6	(NC4 et D8) visite du 29/10/2019	Sans objet
Consommation annuelle d'eau (NC5)	Arrêté Préfectoral du 29/01/2019, article 4.1.1	(NC5) visite du 29/10/2019	Sans objet
Absence de rétention et de marquage des symboles de danger (NC6)	Arrêté Préfectoral du 29/01/2019, article 7.6.2 et 7.6.3	(NC6) visite du 29/10/2019	Sans objet
Clôture (D5)	Arrêté Préfectoral du 29/01/2019, article 2.3.2	(D5) visite du 29/10/2019	Sans objet
Confinement des eaux susceptibles d'être polluées (D6)	Arrêté Préfectoral du 29/01/2019, article 4.2.4.1	(D6) visite du 29/10/2019	Sans objet
Registre des déchets sortants (D7)	Arrêté Préfectoral du 29/01/2019, article 5.1.6	(D7) visite du 29/10/2019	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans les tableaux ci-dessus.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Contrôles des des rejets aqueux de l'installation (NC1) et (NC2)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/01/2019, article 4.3.10

Thème(s) : Risques chroniques, Eaux superficielles

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies :

Référence du rejet vers le milieu récepteur : N° 2 et 3 (cf. repérage du rejet sous l'article 4.3.5)

Constats : L'exploitant a présenté les dernières analyses des rejets aqueux réalisées le 22/01/2021 par le laboratoire Inovalys. Sur celles-ci, le paramètre pH du rejet n° 3 (zone sud – parking) est non-conforme.

Par ailleurs, un nouveau prélèvement a été réalisé en février 2022. Au jour de l'inspection, les résultats n'étaient pas connus.

Les non-conformités NC1 et NC2 sont modifiées comme suit :

L'exploitant doit transmettre à l'inspection les rapports d'analyses des 2 points de rejets aqueux réalisées en février 2022.

Observations : Lors de la dernière visite les analyses n'avaient pas été prélevées en sortie de l'établissement. Les analyses sont désormais bien réalisées en sortie de l'établissement.

L'analyse des points de rejets a été réalisée le 22/01/2021, les résultats sont mentionnés dans les tableaux ci-dessous :

Paramètres	Concentration instantanée maximale	Flux maximal journalier (kg/j)	Point de rejet n° 2 (zone ouest – parc à benne)	Point de rejet n° 3 (zone sud – parking)
T°	<30°C	/	14,4 °C	13,7°C
pH	5,5<X<8,5	/	7	3,5
MES	100 mg/l	≤ 15	37 mg/l	24 mg/l
DBO ₅	100 mg/l	≤ 30	5,8 mg/l	3,3 mg/l
DCO	300 mg/l	≤ 50	68 mg/l	66 mg/l
HCT	10 mg/l	/	0,37 mg/l	0,37 mg/l
indice phénols	0,3 mg/l		< 0,005 mg/l	< 0,005 mg/l
chrome hexavalent	0,1 mg/l		< 5 µg/l	< 5 µg/l
cyanures totaux	0,1 mg/l		< 5 µg/l	< 5 µg/l
AOx	5 mg/l		39 µg/l	37 µg/l
arsenic	0,1 mg/l		< 0,005 mg/l	< 0,005 mg/l
métaux totaux	15 mg/l		1,07 mg/l	1,07 mg/l

L'ensemble des paramètres ont été analysés. Tous les paramètres analysés sont conformes à l'exception du paramètre pH sur le point de rejet n° 3 qui est de 3,5 pour une valeur comprise normalement entre 5,5<X<8,5. L'exploitant a indiqué avoir procédé a une nouvelle analyse dont les résultats étaient en attente.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Action corrective mise en place sur les installations électriques (NC3)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/01/2019, article 7.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification électrique
Prescription contrôlée : Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.
Constats : La non-conformité NC3 est modifiée comme suit : L'exploitant doit justifier que l'échauffement anormal d'une cosse située sur la phase 3 déterminée dans le rapport de thermographie (Q19) a bien été résolu.
Observations : Les installations électriques ont fait l'objet d'une vérification le 21/06/2021 et le 30/08/2021 par la société Bureau Veritas qui a délivré les deux rapports suivants : – <u>Rapport Q18</u> du 21/06/2021 mentionnant que l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie et d'explosion. L'exploitant a par ailleurs fait intervenir la société SAS CII Multi-services pour résoudre les différentes observations mentionnées dans le rapport. Les 2 factures ci-dessous ont été présentées à l'inspection mentionnant les différents points résolus par l'entreprise : <ul style="list-style-type: none">- Facture n° FAC00001704 du 30/09/2021 suivant le BL n° 30 du 13/08/2021 ;- Facture n° FAC00001762 du 20/12/2021 suivant le BL n° 14 du 06/12/2021 ; – <u>Rapport Q19</u> n° 7904937/25/6 du 06/09/2021 mentionnant une température plus élevée non justifiée de la cosse située sur la phase 3 de l'interrupteur général. Au regard des différentes factures fournies par la société CYCLIA, l'inspection n'a pas la certitude que ce point ait été résolu.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Procédure d'information des transferts des déchets à l'étranger (NC4 et D8)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/01/2019, article 5.1.6
Thème(s) : Situation administrative, Transport des déchets
Prescription contrôlée : L'importation ou l'exportation de déchets (dangereux ou non) est réalisée en application du règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets.
Constats : La non-conformité NC4 est levée et la demande D8 est satisfaite. La société CYCLIA a mise en place la procédure d'information (art. 18 du règlement « CE » n° 1013/2006 du 14 juin 2006) pour le transfert de déchets à l'étranger, en établissant : <ul style="list-style-type: none">- le document d'information en annexe VII du règlement (CERFA n° 14 133) ;- le contrat entre la personne qui organise le transfert et le destinataire.
Observations : D'après la déclaration GEREPE 2021, la société CYCLIA a exporté dans les 3 pays de l'union européenne suivants : <ul style="list-style-type: none">- Allemagne pour une quantité de 487 tonnes de déchets plastiques sous le code déchets 07 02 13 ;- Belgique pour une quantité de 13 tonnes de déchets plastiques sous le code déchets 07 02 13 ;- Italie pour une quantité de 20 tonnes de déchets plastiques sous le code déchets 07 02 13 ; L'inspection a contrôlé la procédure d'information à destination de l'Allemagne. L'exploitant a fourni à l'inspection les 3 derniers contrats établis entre l'Allemagne et la société CYCLIA pour les années 2020, 2021 et 2022. Ces documents étant rédigés en allemand, l'inspection n'a pas pu vérifier les termes des contrats. Par ailleurs, 3 Annexes VII datées du 10/11/2021, du 30/11/2021 et du 10/12/2021 à destination de l'Allemagne ont été vérifiées. Ce contrôle n'appelle pas de remarque de la part de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Consommation annuelle d'eau (NC5)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/01/2019, article 4.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement d'eau
Prescription contrôlée : Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités aux quantités suivantes à 1200 m ³ d'eau issue du réseau public
Constats : La non-conformité NC5 est levée et la demande D10 est satisfaite.
Observations : L'exploitant a indiqué qu'une erreur était survenue lors de la facturation effectuée par la société VEOLIA suite à des estimations de leur part surévaluées. Par ailleurs l'exploitant a fourni les factures de l'année 2021 et a mis en place un relevé des compteurs d'eau. Ainsi, la société CYCLIA a consommé : <ul style="list-style-type: none">- pour l'année 2020, 831 m³,- pour l'année 2021, 642 m³.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Absence de rétention et de marquage des symboles de danger (NC6)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/01/2019, article 7.6.2 et 7.6.3
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention et marquage
Prescription contrôlée : Article 7.6.2 : [...] À proximité des aires permanentes de stockage de produits dangereux en récipients mobiles, les symboles de danger ou les codes correspondant aux produits doivent être indiqués de façon très lisible. Article 7.6.3 : Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : 100 % de la capacité du plus grand réservoir, 50 % de la capacité des réservoirs associés. [...]
Constats : La non-conformité NC6 est levée.
Observations : L'inspection a constaté la mise en place des rétentions et des symboles de dangers sur le GRV de Chlore et de la cuve de GNR.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Plan des réseaux (D1)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/01/2019, article 4.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Plan des réseaux
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux d'eau et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
Constats : Les demandes D1, D3 et D11 sont satisfaites. La demande D2 est modifiée comme suit : L'exploitant dispose à l'entrée de l'installation sur un plan général les zones de danger en fonction du risque identifié, de manière plus lisible (Article 7.2.1 et 7.2.2).
Observations : L'inspection a constaté la mise en place d'une boîte à destination des services d'incendie et de secours, dans laquelle se trouve un plan mentionnant les réseaux et ouvrage de confinements, les numéros des propriétaires à appeler, la consigne pour la mise sous rétention du site, ainsi qu'un plan général des zones de danger. L'inspection a fait remarquer à l'exploitant que les zones de danger mentionnées sur le plan n'étaient pas suffisamment lisibles.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Aire d'aspiration de la réserve incendie (D4)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/01/2019, article 7.7.3
Thème(s) : Risques accidentels, Réserve incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et notamment une réserve d'eau constituée d'au minimum de 240 m ³ . L'exploitant doit s'assurer que la réserve incendie soit accessible en permanence aux services de secours et réalisée conformément aux règles d'aménagement des points d'eau, à savoir : <ul style="list-style-type: none">- être en mesure de fournir en toutes saisons pendant 2 heures les 240 m³ nécessaires à la défense de ce risque (120 m³/h en complément de la défense extérieur contre l'incendie existante), être située à une distance maximale de 100 mètres par les voies praticables par rapport aux bâtiments,- avoir une hauteur géométrique d'aspiration de 6 mètres maximum dans les conditions les plus défavorables,- être signalée par un panneau « Réserve incendie » à son accès et au niveau de l'aire de mise en aspiration (dans le cas d'une réserve artificielle, le volume devra être indiqué),- être toujours accessible à l'engin-pompe par une voie stabilisée (16 tonnes) et disposer d'une aire de mise en aspiration de 32 m² (8 m X 4 m). Tout système de fermeture devra être équipé d'un dispositif déverrouillable par la polycoise des sapeurs pompiers (triangle 15X15X15) ; L'exploitant s'assure de la disponibilité opérationnelle de la ressource en eau incendie. Il effectue une vérification périodique (a minima semestrielle) de la disponibilité des débits.
Constats : La demande D4 est reconduite comme suit : L'exploitant se rapproche du SDIS 37 afin de s'assurer de la conduite à tenir pour matérialiser au sol l'emplacement de l'aire d'aspiration et réalise le marquage nécessaire.
Observations : L'exploitant n'a pas réalisé le marquage de l'aire d'aspiration.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Clôture (D5)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/01/2019, article 2.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, conditions générales d'exploitation.
Prescription contrôlée : Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture,...). Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement,...).
Constats : La demande D5 est satisfaite.
Observations : L'inspection a constaté la présence de mur coupe feu faisant office de clôture ou d'un grillage parfois endommagé mais interdisant tout de même l'accès sur l'installation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Quantités de déchets dangereux (D5 bis)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/01/2019, article 7.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Etat des stocks
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature (notamment phrases de risques ou mentions de danger), leur classement dans la nomenclature des installations classées, et la quantité des substances et mélanges dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.
Constats : La demande D5 bis est modifiée comme suit : L'exploitant met à la disposition des services de secours à l'entrée de l'installation, la liste des substances dangereuses (nature, état physique et quantité, emplacement) détenues dans son installation, de manière plus lisible.
Observations : L'inspection a constaté la présence des symboles de danger sur un plan dans une boîte destinée au service d'incendie et de secours, mais les quantités ne sont pas mentionnées et l'indication des stockages n'est pas suffisamment lisible.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Confinement des eaux susceptibles d'être pollués (D6)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/01/2019, article 4.2.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Isolement avec les milieux
Prescription contrôlée : Les dispositifs participant au confinement sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.
Constats : La demande D6 devient sans objet. Pas de non-conformité constatée.
Observations : L'inspection a constaté la présence d'une consigne pour la mise sous rétention des eaux d'extinction disposée dans la boîte destinée au service d'incendie et de secours. Considérant que le confinement des eaux d'extinction est réalisé par confinement sur la voirie du site en coupant l'arrêt des pompes de relevage puis complété par un dispositif manuel sur chacun des 2 rejets, la demande 6 devient sans objet.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Registre des déchets sortants (D7)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/01/2019, article 5.1.6
Thème(s) : Situation administrative, Registre des déchets
Prescription contrôlée : L'exploitant tient un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le contenu minimal des informations du registre est fixé en référence à l'arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement.
Constats : La demande D7 est satisfaite.
Observations : L'exploitant a réalisé plusieurs registres de sortie en fonction de la typologie des déchets et de leur devenir. L'inspection a constaté la présence des déchets dangereux sur un des registres de sortie sur un tableur.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : GEREP (R1)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/01/2019, article 9.4.1
Thème(s) : Situation administrative, Bilan annuel des déchets
Prescription contrôlée : L'exploitant adresse au Préfet, par télé-déclaration (GEREP), au plus tard le 31 mars ou par écrit le 15 mars de chaque année, un bilan annuel portant sur l'année précédente : <ul style="list-style-type: none">- de la production de déchets dangereux lorsque la quantité dépasse le seuil fixé par le ministre chargé de l'inspection des installations classées ;- de la quantité de déchets admise et traitée sur le site ainsi que la provenance géographique des déchets.
Constats : La remarque R1 est levée, mais l'inspection mentionne la demande suivante : L'exploitant met l'étoile rattachée au code déchet pour tous les déchets dangereux.
Observations : L'inspection a consulté la déclaration GEREP de 2021. les déchets dangereux tels que les déchets provenant des séparateurs à hydrocarbures sont bien présents pour une quantité de 12 tonnes. L'inspection constate que le code déchet 13 05 08 utilisé ne mentionne pas l'étoile indiquant qu'il s'agit d'un déchet dangereux.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Calcul des garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2012, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Garanties financières
Prescription contrôlée : Les installations classées soumises à autorisation mentionnées au 5° de l'article R. 516-1 du même code et les installations classées de transit, regroupement, tri ou traitement de déchets soumises au régime d'autorisation, y compris au régime d'autorisation simplifié, mentionnées au 5° de l'article R. 516-1 du même code pour lesquelles l'obligation de constitution de garanties financières démarre au 1er juillet 2012 sont les installations listées en annexe I du présent arrêté.
Constats : Le calcul des garanties financières n'a pas été réalisé dans le cadre de l'extension du site acté en 2019. L'exploitant doit transmettre son calcul des garanties financières en fonction des quantités de déchets maximales susceptibles d'être présents dans l'installation.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet